

Anne-Yvonne Landais*, Bernard Landais**

* Maître de Conférences en Sciences Economiques à l'Université de Bretagne Sud,
Laboratoire IREA

** Professeur de Sciences Economiques à l'Université de Bretagne Sud

Auteur de correspondance: Bernard Landais, bernard.landais@univ-ubs.fr

OPTIMALITÉ EN ZONE MONÉTAIRE ET MONDIALISATION SPÉCIFIQUE DES ÉTATS: UN CAS LIMITE, L'IRLANDE

Résumé: Pour certains pays de la zone euro en difficulté après la crise, ce fut parfois une chance de pouvoir disposer de mécanismes d'ajustement liés à leurs relations extérieures. La notion de «mondialisation spécifique» mesure cet avantage au sein d'une zone monétaire. Le cas de l'Irlande illustre très bien cette nouvelle approche, tout particulièrement à propos du critère Mundellien de mobilité du travail mais aussi par son intégration dans un ensemble anglo-saxon impliquant des relations privilégiées relatives aux migrations, mouvements d'IDE américains ou même concurrence-prix avec le Royaume Uni. Par sa mondialisation externe hors norme et son hyperréactivité migratoire dans la crise récente, l'Irlande est un cas exemplaire mais limite.

Mots-clés: Irlande, migrations, zones monétaires optimales, grande récession, ajustement, mondialisation spécifique.

Classification JEL: F15, F16, F22, J61.

OPTIMAL MONETARY AREA AND SPECIFIC GLOBALIZATION OF STATES: IRELAND, A LIMIT CASE

Abstract: Some Euro zone countries hurt by the recent crisis were fortunate to achieve better economic adjustment through the help of their extra zone relationships. A new paradigm called «specific globalization» summarizes this advantage. The case of Ireland illustrate this new approach very well, particularly for the Mundellian criterion of labour movements but also by its integration within the Anglo-Saxon world due to its

special relationships in terms of migration, US direct investments and price competition with the United Kingdom. By means of this outstanding out-zone globalization and by its strong and quick migration reactivity during the recent economic crisis, Ireland is an exemplar case; but also a limit case.

Keywords: Ireland, migration, optimal currency areas, great recession, adjustment, specific globalization.

Introduction

ZMO: Deux types de critères et une remise en cause?

La théorie des zones monétaires optimales (ZMO) fait de la mobilité du facteur travail le principal critère d'optimalité conditionnant le bon fonctionnement d'une zone monétaire [Robert Mundell 1961]. D'autres critères ont été parfois présentés [entre autres ceux de Peter Kenen 1969; Ronald Mc Kinnon 1963; ou encore Harry Johnson 1969]; qui complètent cette théorie exprimée dans sa version exogène. Jeffrey Frankel et Andrew Rose [1997] ont examiné le processus par lequel une union économique et monétaire pouvait progressivement devenir optimale au fil du temps, inaugurant ainsi une version endogène. Un article de Julius Horvath [2003] résume les discussions récentes sur cette théorie.

La théorie des ZMO met en jeu deux types de critères séparés pour examiner les chances de succès d'un regroupement monétaire: on s'interroge d'une part sur la probabilité de survenance de chocs asymétriques dans une zone et à une époque données [accent mis sur la spécialisation (Krugman), le critère de Peter Kenen ou la version endogène de type «Frankel et Rose»] et d'autre part sur la capacité des économies d'une zone à retrouver un équilibre relatif après qu'un choc asymétrique se soit produit. Une conclusion fréquente pour la zone euro se nourrit des deux éléments à la fois: les pays de la zone euro ne forment pas une zone monétaire optimale d'abord parce qu'ils ne sont pas à l'abri des chocs asymétriques et de conjonctures fortement désynchronisées et au delà parce qu'ils souffrent de plusieurs «absences»: absence de flexibilité des salaires et des prix, absence de mobilité suffisante du facteur travail à court terme ou encore absence de mécanismes compensatoires exprimant la solidarité budgétaire et fiscale.

Mais la crise récente en zone euro pourrait remettre en cause la théorie ZMO elle-même, notamment à propos de l'origine des déséquilibres à ajuster ...

Mondialisation spécifique

Nous choisissons d'aborder les deux aspects en les confrontant au degré de mondialisation spécifique de chacun des pays d'une zone déterminée. Le concept recouvre l'ensemble des liaisons «hors zone» d'un membre donné de l'Union Monétaire. Chaque pays membre entretient des relations d'échanges de biens et services, de mouvements de facteurs et financiers avec des pays extérieurs. Ces liens lui sont propres tant par leur orientation spatiale que par leur intensité et s'expliquent par la proximité géographique, l'Histoire, une langue ou une culture commune.

Dès lors, on peut imaginer qu'un pays appartenant à une zone monétaire est d'abord d'autant plus exposé à subir des chocs asymétriques qu'il est lié à des pays extérieurs qui lui transmettent leurs propres déséquilibres. Ainsi, les pays très ouverts sur l'extérieur vivent proportionnellement plus de chocs différents de ceux des autres membres. Ils ont plus de risques d'avoir une conjoncture en décalage et de connaître ensuite un écart de compétitivité relative. Cette ouverture hors zone produit d'ailleurs autant de situations favorables que défavorables et se reflète dans la structure des chocs asymétriques. Les pays à mondialisation spécifique accentuée se retrouvent plus souvent dans la position d'«extrémité de fourchette» des conjonctures, en haut ou en bas selon les cas. Ce n'est certes pas un facteur favorisant leur présence dans la zone, d'autant que dans ce genre de situation, la politique monétaire de la zone a peu de chances de leur convenir.

Mais on peut supposer aussi que ce type de pays sera mieux armé pour ajuster son économie à des chocs asymétriques, regagnant ainsi *a posteriori* ce qu'il perd *a priori* pour mériter sa présence dans la zone. Globalement, sa mondialisation particulière lui est alors utile pour flexibiliser son économie et ajuster plus vite son taux de change réel. C'est à cette deuxième démonstration que se consacre ce texte, aboutissant ainsi à définir un nouveau «critère d'optimalité composite» exprimant la «facilité d'ajustement par la mondialisation hors zone». A ce stade, pour faire comprendre cette démarche et plutôt que d'en justifier d'emblée la portée pour l'ensemble des membres de l'actuelle zone euro, nous choisissons de proposer un exemple typique d'ajustement de crise dans un contexte de très forte mondialisation hors zone, celui de l'Irlande. Ce faisant, nous pensons mettre en lumière un cas limite.

Si la réflexion aboutit à définir un nouveau critère pour l'ajustement, il s'agit bien d'un critère composite regroupant, sous l'angle de la mondialisation spécifique, des éléments déjà connus. De plus, si les problèmes liés à la mondialisation particulière intéressent l'ensemble des États de la zone euro

c'est à des degrés divers, certains étant nettement plus concernés que d'autres. Les «petits pays périphériques» sont au premier rang, le terme «périphérique» se comprenant d'ailleurs moins du point de vue géographique qu'analytique. Dans ce contexte, notre travail s'intéresse à l'exemple de l'Irlande, représentant de façon éminente mais limite cette catégorie de membres de la zone euro. Parmi les pays en difficulté durant les années récentes, l'Irlande nous a paru *a priori* le pays pour lequel la problématique inspirée de la notion de mondialisation spécifique s'appliquait le plus naturellement. Ce cas particulier spectaculaire représente donc une occasion intéressante d'illustrer les concepts évoqués ci-dessus et le critère d'optimalité composite évoqué. Ainsi, le cadre historique est la crise de 2008 et des années suivantes, le cadre géographique privilégié étant celui de l'Irlande.

1. Première partie: Crise de 2008 et ajustement en zone euro

En zone euro des questions se sont posées sous la forte pression des événements de 2008–2009 et l'expérience des années récentes nous apporte des indications utiles pour examiner et le cas échéant enrichir les schémas classiques de la théorie. La problématique retenue par l'approche des Zones Monétaires Optimales pourrait s'en trouver modifiée.

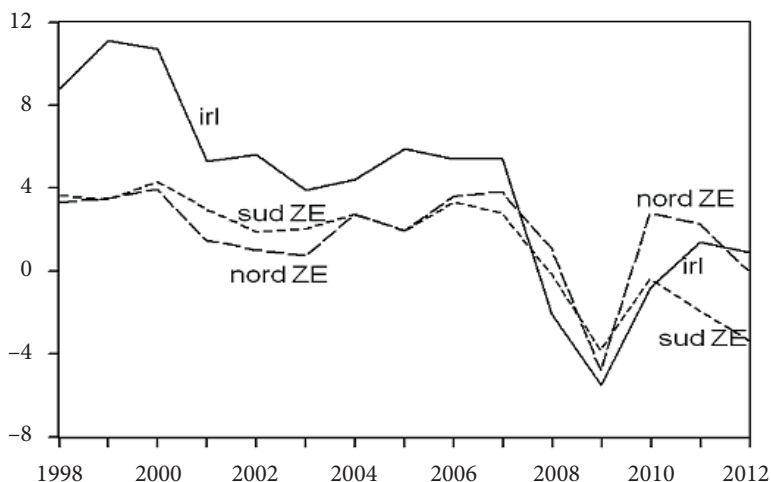
La crise de 2008 a touché l'ensemble de la zone euro et dans des mesures à peu près semblables d'un pays à l'autre mais les conséquences ont été très différentes selon les pays. Il en est résulté une hétérogénéité des situations au cours des années suivantes ce qui donne une occasion unique de tester la pertinence des éléments de la théorie des zones monétaires optimales, tant du point de vue des chocs reçus que de celui des ajustements des économies les unes par rapport aux autres.

Du côté des chocs immédiats, leur origine extérieure ne fait guère de doute et se relie à la crise américaine des «subprime». Elle est donc d'origine financière et à ce titre pourrait se décliner différemment selon les pays européens en fonction de leurs liens plus ou moins forts avec la finance US. Il est pourtant difficile de séparer les chemins de contagion pays par pays en raison de la très forte interaction des systèmes bancaires et financiers au sein de la zone euro ou même plus largement. Même si le système bancaire d'un pays donné n'a pas accumulé une forte quantité d'actifs américains douteux, il subit immédiatement la crise si ses partenaires financiers en ont accumulés. Il est donc parfaitement illusoire de différencier les pays de la zone à cet égard et l'idée d'un choc commun quasi identique peut être admise. Il reste que

la plus ou moins grande fragilité a priori des systèmes bancaires nationaux a déterminé l'ampleur de certaines conséquences du désordre financier sur l'économie réelle de chaque pays. S'agissant de l'Irlande, ce phénomène a été particulièrement spectaculaire, ponctué par des faillites bancaires virtuelles rattrapées par le budget de l'état.

Si l'on survole la crise pour la zone euro, on peut constater l'ampleur des dégâts en termes de production et d'emploi. Le taux de croissance du PIB est passé de 3% à 0,3% entre 2007 et 2008 tombe à -4,4% en 2009. La reprise s'est produite assez tôt mais plutôt mollement: +2% en 2010 et +1,4 % en 2011; l'année 2012 a vu le commencement d'une récession secondaire (-0,6%) à peine atténuée en fin 2013. Le chômage, qui avait atteint un point bas de 7,6% en 2008 est passé brusquement à 9,6% en 2009. Si la reprise l'a stabilisé en 2011, il a continué à progresser les deux années suivantes en liaison avec la récession secondaire. Fin 2012, il atteignait 11,4%.

S'agissant du taux de croissance du PIB, le figure 1 montre que les parties Nord et Sud de la zone euro ainsi que l'Irlande ont vécu une récession approximativement identique au plus fort moment mais les trois courbes se différencient avant et après la crise.



La partie Sud de la zone euro est composée des quatre pays suivants: Grèce, Italie, Espagne, Portugal. La partie Nord est composée des cinq pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Pays Bas et Finlande. Les courbes retracent l'évolution des moyennes arithmétiques simples pour ces deux ensembles

Figure 1. Croissance du PIB pendant la crise pour la zone euro

Source: Calculs des auteurs sur données Eurostat

Sur la partie gauche du graphique, on voit que l'Irlande et les pays du sud ont connu dans l'ensemble une croissance plus élevée que les pays du nord avant 2007. Après la crise, les reprises sont très différentes, celle du nord étant bien plus rapide que celle du sud ou celle de l'Irlande. Ce dernier pays montre néanmoins des progrès plus substantiels et opère un ajustement plus marqué que les autres pays en difficulté.

Deux articles importants, signés de Daniel Gros [2012] et Paul De Grauwe [2012] ont attiré l'attention sur les causes et les conséquences de la crise en zone euro et proposé un palmarès des efforts d'ajustement des divers pays jusqu'en 2012. On peut en tirer quelques leçons importantes.

Du côté des causes, il apparaît que la crise n'est pas arrivée selon le schéma décrit par la théorie des zones monétaires optimales. Celui-ci repose sur la séquence «choc asymétrique-ajustement» qui n'est pas sans rappeler la fameuse explication «impulsion – propagation» fournie par la théorie moderne des fluctuations. Ces deux démarches sont d'ailleurs parallèles et cohérentes entre elles. La crise récente remet en cause ces deux théories: ce que découvre l'article de Daniel Gros, au titre éloquent, c'est que les déséquilibres en zone euro se sont en réalité développés et accumulés au cours des périodes précédant la crise (notamment à partir de 2002). Les différences de croissance liées à la convergence des économies les plus pauvres vers les plus riches de la zone ont provoqué des déséquilibres extérieurs cumulatifs et des accumulations de dettes extérieures et publiques chez les premiers et des excédents chez les seconds; ceci exprime aussi le processus «normal» (néoclassique) de circulation des capitaux au sein de la zone, processus grandement facilité par l'existence même de la monnaie unique (avec par exemple des taux d'intérêt réels très faibles dans les pays en rattrapage). Enfin, se sont greffés des phénomènes d'euphorie et d'insouciance qui ont abouti à gonfler puis finalement faire éclater les bulles immobilières et de dettes souveraines de certains pays. Ainsi, bien loin de se retrouver dans un des cas prévus par la théorie des ZMO, la cause des déséquilibres qui se révèlent après 2009 est due à un long processus précédant le choc de 2008. Fort de cette expérience on serait donc plutôt conduit à déconseiller la zone monétaire unique à des pays de niveaux de PIB trop inégaux ou plus généralement encore à des pays à perspectives de croissance très différentes (ce qui correspond mieux au cas irlandais). Ce critère d'adhésion s'inspire à la fois des théories de la croissance [forces de la convergence par club] et des thèses néo-autrichiennes ou minskyenne des fluctuations [Landais 2013]. Quoi qu'il en soit, l'analyse doit tenir compte de cette réalité pour l'Irlande car en présence d'une longue accumulation de

déséquilibres préalables (de 2002 à 2007) le processus d'ajustement ultérieur est plus compliqué et plus long. Il s'avère encore plus important de disposer de moyens de reprise puissants.

Si l'on effectue une lecture des causes des déséquilibres relatifs à l'Irlande, on retrouve les divers éléments cités. Sa mondialisation particulière n'y est pas pour grand-chose, si ce n'est peut-être la contribution des IDE entrants à sa croissance euphorique des années 1996–2007.

Du côté des ajustements, après 2008, Daniel Gros et Paul De Grauwe apportent des éléments consistants, tant du point de vue des forces en cause que de celui de la position particulière de l'Irlande. Ils partent d'une différence de compétitivité entre les pays du sud et l'Irlande d'un côté et les pays du nord de l'autre. Sur le figure 2 inspiré de leurs travaux, nous présentons le coût unitaire réel relatif du travail pour l'Irlande et les pays du Sud vis à vis du Nord et son évolution de 2002 à 2012. La base est 1 en 2005. On observe très clairement la détérioration de la compétitivité du Sud et de l'Irlande dans la période 2002–2008 puis l'ajustement opéré à partir de cette date jusqu'en 2012. On constate aussi que les déséquilibres constatés en 2008 ne sont pas le résultat du choc financier de cette date mais celui d'une longue dégradation. On voit encore que l'ajustement est spectaculaire à partir de cette date.

Chacun de son côté, Daniel Gros et Paul De Grauwe ont tenté de mesurer le chemin d'ajustement que les divers pays du Sud et l'Irlande devaient faire pour retrouver une compétitivité «normale» assurant notamment un retour à l'équilibre extérieur. Ils se placent donc dans l'optique d'un ajustement du taux de change réel par la déflation relative et l'austérité (c'est à dire le dénominateur du taux de change réel) en conservant l'euro plutôt que dans celle d'un retour aux monnaies nationales et à l'ajustement des taux de change [comme le demande par exemple Gérard Lafay [2013] qui ne croit pas possible d'imposer la déflation pour réaliser la dévaluation interne]. Leurs deux tentatives diffèrent par le point de départ temporel définissant le niveau «normal» auquel devrait nous faire revenir un ajustement de compétitivité complet; Daniel Gros, avec précautions, propose de revenir à la situation de 2003 tandis que Paul De Grauwe préfère la date plus lointaine de 1999, correspondant à la création de l'euro. Le tableau qui suit reprend ses observations de l'ajustement, qu'il décrit comme une «dévaluation interne» (du taux de change réel)

En ce qui concerne l'Irlande, on tire du graphique 2 et de ce tableau 1 qu'il s'agissait du pays ayant l'ajustement de compétitivité le plus important à réaliser. On voit aussi que c'est ce pays qui a réussi l'ajustement le plus

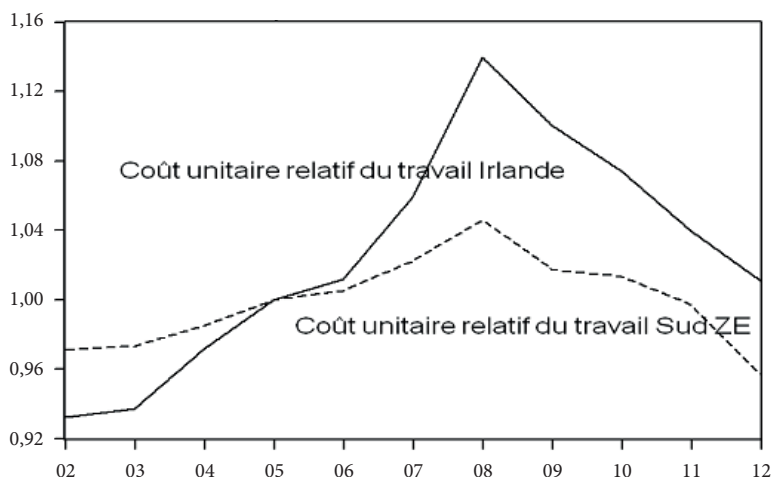


Figure 2. Coûts unitaires du travail comparés en zone euro

Tableau 1. Dévaluation interne dans les pays «PIIGS» depuis 2008–2009 (tiré de Paul De Grauwe) (en %)

Pays	Ajustement réalisé fin 2011*	Pourcentage de l'ajustement nécessaire**
Irlande	23,0	75
Grèce	11,4	78
Espagne	8,9	51
Portugal	3,2	30
Italie	0,6	4

* Depuis le «pic» de 2008.

** Pour revenir au niveau de compétitivité de 1999.

massif en un temps limité (trois ans). De plus, on se souvient que la croissance réelle du PIB irlandais s'est redressée plus tôt et de façon probablement plus durable que pour les autres pays. Enfin, la position extérieure (compte courant) est devenue positive en 2010, 2011 et 2012 avec des soldes de 1,13%, 1,23% et 4,42% du PIB respectivement, performance que l'Irlande n'avait plus connue depuis 1999. C'est cet ensemble de résultats qui retiendra notre attention au cours de la deuxième partie et nous proposons de mettre en relief ce que la mondialisation spécifique de l'Irlande a pu apporter à ce processus favorable.

2. Deuxième partie: L'Irlande: Mondialisation hors zone et ajustement

L'Irlande est une d'économie ayant pu compter sur des formes particulières de relations avec le «reste du monde» pour s'adapter au choc de la crise récente. Trois d'entre elles viennent spontanément à l'esprit: (1) la flexibilité des salaires et des prix accrue par l'influence concurrentielle de pays hors zone; (2) l'ouverture aux IDE à partir d'entrées de capitaux venant à la fois de la zone euro mais aussi de l'extérieur; (3) la mobilité du facteur travail, condition mundellienne fondamentale mais ici principalement déployée en relations hors zone. Ce sont trois chances majeures d'ajustement relatif après le choc ayant frappé l'économie irlandaise et la zone euro. Nous abordons ces trois aspects de façon très inégale en réservant l'essentiel de l'effort à l'analyse des migrations. Cela s'explique par la plus grande difficulté éprouvée à mesurer clairement les deux premiers points et par le caractère à la fois spectaculaire et exemplaire des mouvements du travail.

2.1. Pression concurrentielle britannique et flexibilité

On peut penser tout d'abord aux pressions plus intenses que l'Irlande subit du fait de son adossement à un autre pays hors zone, le Royaume Uni; doté de la flexibilité du change, ce pays l'a utilisée en 2008 en laissant glisser la livre sterling. Face à cette concurrence plus particulière, la flexibilité des prix et des salaires en Irlande est devenue un passage obligé, d'autant qu'une part non négligeable de l'organisation commerciale de la République d'Irlande est sous contrôle de groupes britanniques. De fait, en 2009 et 2010, une véritable déflation s'est manifestée par une baisse de 4,3% et 2,2% du niveau des prix des biens de consommation (indice IPC). La réduction des salaires et des coûts unitaires du travail en a été naturellement facilitée, ce qui explique la baisse relativement importante du taux de change réel notée par Daniel Gros et Paul De Grauwe. Dans ce cas, l'exposition irlandaise à la concurrence-prix hors zone semble a priori plus forte que celle de ses partenaires européens.

Pour vérifier ce point, nous proposons un modèle économétrique de l'évolution des prix à la consommation en Irlande:

$$Inf//ZE = \beta_1 + \beta_2 Inf//ZE(-1) + \beta_3 InfUK + \beta_4 InfUK(-1) + u_t$$

où $Inf//ZE$ est l'écart d'inflation des prix à la consommation en Irlande par rapport à la moyenne de la zone euro (12 pays) et $InfUK$ l'inflation en Royaume

Uni corrigée par le taux de change de la Livre Sterling par rapport à la Livre Irlandaise (jusqu'en 1999) puis par rapport à l'Euro.

Le modèle est estimé sur données annuelles Eurostat sur les périodes 1983–2012 et 1998–2012 (période euro). Les estimations sont reprises dans le tableau 2.

On remarque que les évolutions des prix au Royaume Uni ont effectivement un impact sur l'inflation irlandaise. Du fait de la dévaluation de la livre survenue dès 2008, les prix anglais exprimés en euros ont connu une baisse entraînant celle des prix irlandais. A noter que l'élasticité positive estimée s'est fortement accrue durant cette période de crise, ce que révèlent notamment les tests de stabilité pratiqués (notamment par les paramètres récurrents).

Tableau 2. Le lien entre les variations de prix irlandais et britanniques

Estimations	1983–2012	1998–2012
b_1	-0,490 (-2,01)*	-0,294 (-0,84)
b_2	0,553 (4,80)**	0,613 (3,91)**
b_3	0,063 (2,10)**	0,088 (2,02)*
b_4	0,083 (2,66)**	0,108 (2,49)**
R^2_{cor}	0,595	0,735

Remarques: Les nombres entre parenthèses sont les t de Student.

A côté de la flexibilité des prix on peut aussi considérer l'influence sur les salaires et la compétitivité (figure 3). Ainsi, on peut suivre les évolutions du coût salarial unitaire réel de l'Irlande avec celles du Royaume Uni, une nouvelle fois corrigées pour tenir compte du change. On indique aussi l'évolution de ce taux de change. Les deux courbes sont construites à partir des indices nationaux et à ce titre seules leurs variations respectives nous intéressent.

De ce graphique, on tire deux indications. D'abord, s'agissant du Royaume Uni, on voit que son coût unitaire relatif suit le taux de change de la Livre ce qui montre bien la puissance de la «dévaluation externe» lorsqu'un pays garde son indépendance monétaire. De fait, en 2008–2009 survient une réduction très rapide du coût unitaire réel au Royaume Uni, de l'ordre de 20%. Ensuite, s'agissant cette fois de l'Irlande, la «dévaluation interne» seule est beaucoup moins puissante, même si elle semble spectaculaire au sein de la zone euro

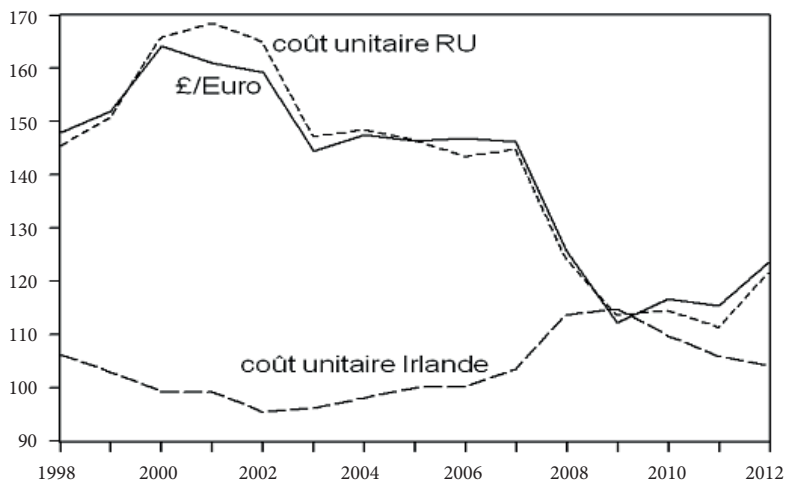


Figure 3. Coûts salariaux unitaires: Royaume uni, Irlande

(figure 2 supra). Pour notre propos, on remarque que cet ajustement de 2009 suit immédiatement la baisse massive du coût du travail au Royaume Uni. Ce n'est pourtant qu'une coïncidence qui n'apporte pas de preuve complète de l'influence britannique mais en souligne néanmoins la vraisemblance.

2.2. Ajustement par entrées de capitaux extérieurs

Envisageons ensuite l'ouverture aux investisseurs extérieurs, ouverture que l'Irlande a réussi à préserver par sa politique d'attractivité fiscale. C'est un moyen de faire repartir son économie après le choc, un instrument dont ni l'attrait apparent de rentrées fiscales accrues en pleine crise budgétaire, ni les lourdes pressions politiques internationales (France, BCE) n'ont pu déterminer le gouvernement irlandais à se priver. L'imposition sur les bénéfices des sociétés reste fixée au taux le plus bas de la zone soit 12,5% et constitue toujours le facteur d'attractivité et la condition de reprise indispensable à l'économie irlandaise. Comme l'effet attendu dépend de la position relative du pays au sein de la zone et que l'Irlande a une position spécifique vis à vis de l'économie américaine, une généralisation aux autres pays n'est pas automatique. Autour de cette notion d'attractivité externe et de l'instrument fiscal qui lui correspond, le cas irlandais s'avère représenter une limite haute. Pourtant, on peut penser qu'une compétition fiscale en Europe ou un ajustement concerté à la baisse des taux renforcerait la position globale de la zone et bénéficierait sans doute plus encore aux pays en difficulté depuis la crise.

Pour l'Irlande, la relation qui compte est celle qui la relie à l'économie américaine qui est de loin celle qui lui apporte le plus d'investissements directs. Une première preuve de cette relation privilégiée est la liaison temporelle qui s'établit entre les mouvements de la croissance du produit. On a pris l'habitude de tester ce type de liaisons par l'intermédiaire de tableaux de corrélation entre les variations des PIB de divers pays. Quand on opère ainsi pour les pays européens et quelques pays d'outre-mer (USA, Japon...) sur la période 1982–2012, on s'aperçoit que les coefficients sont élevés entre la conjoncture américaine et celle de pays européens comme le Royaume Uni ou très généralement les économies du nord de l'Europe. Un lien plus significatif peut être établi entre la conjoncture américaine en année t et la conjoncture de certains pays en année $t + 1$, lien qui fait entrevoir une influence de type causal. Dans ce contexte, ce sont les économies espagnoles et irlandaises qui semblent le plus concernées; une estimation de ce phénomène est proposée ci-dessous.

On mesure d'abord la croissance de l'ensemble de la zone euro pour les diverses années puis l'écart existant entre la croissance de l'Irlande et cette valeur. Cet écart est ensuite régressé sur le taux de croissance d'économie américaine de l'année en cours et de l'année précédente. L'estimation est faite d'abord sur la période longue de 1982 à 2012, ensuite sur la période de fonctionnement de la zone euro (1998–2012). Le tableau 4 reprend ces estimations. L'impact de la conjoncture américaine est significatif et s'accroît durant la période récente. Une analyse de stabilité par la méthode des résidus récurrents montre que de 1981 à 2012 les paramètres estimés se renforcent constamment.

Tableau 3. Liaison des conjonctures irlandaise et américaine

Explicatives	1981–2012	1998–2012
Constante	0,335 (0,38)	–0,949 (–1,18)
dQ(US) (–1)	0,557(*) (2,2)	0,857(**) (3,04)
dQ(US)	0,378 (1,43)	0,693(**) (2,40)
R ²	0,257	0,714

La variable expliquée est l'écart de la croissance du PIB irlandais vis à vis de celle de l'ensemble de la zone euro; données annuelles. Tests: (*) et (**) pour la significativité à 95 et 99% respectivement.

Au cours de ces dernières années, la relation privilégiée avec la conjoncture US a eu un effet favorable sur l'évolution économique de l'Irlande. Après avoir connu une récession en 2009, les Etats-Unis ont bénéficié d'une reprise un

peu plus forte que celle de la zone euro et surtout n'ont pas subi de récession secondaire en 2012 (+2,2% de croissance contre -0,6 % en zone euro).

Une explication plausible de cette liaison et de cet avantage récent est certainement l'existence des mouvements d'IDE en provenance des Etats-Unis plus que l'intensification du commerce bilatéral (ce dernier élément existe aussi, environ 20% des exportations irlandaises de biens se faisant à destination des États-Unis). En restant fiscalement attractive de par son refus de faire progresser le taux de l'impôt sur les sociétés, l'Irlande s'est assurée une reprise assez rapide des investissements directs en provenance de l'étranger. On ne saurait oublier que l'une des clés de la reprise après une récession est la croissance des investissements. Or les investissements intérieurs, qui ont souvent été excessifs avant la crise, ne sont pas toujours suffisamment dynamiques pour jouer ce rôle. C'est un point encore plus vrai pour l'Irlande (et l'Espagne) qui a connu un surinvestissement immobilier avant 2008. Cette remarque illustre la difficulté particulière d'un ajustement suivant, non seulement un choc, mais une évolution accumulant des déséquilibres.

L'OCDE publie les statistiques de flux rentrants d'IDE (tableau 4) qui montrent qu'à l'exception de l'année 2008, ces derniers ont été considérables et tout particulièrement en 2010.

Tableau 4. Flux d'IDE rentrants en Irlande (en mds de dollars)

2008	2009	2010	2011	2012
-16,42	+25,71	+41,80	+23,5	+38,3

Source: OCDE 2013.

Les données relatives à l'emploi confirment la place et l'évolution des montants financiers d'IDE. Elles permettent de mesurer la place que prennent les emplois dépendant de firmes américaines. Le tableau 5 nous en donne une bonne idée.

Tableau 5. Stock d'emplois dépendant des IDE en Irlande (en milliers)

Origine	2008	2009	2010	2011	2012
USA	94,00	95,6	99,8	106,8	111,6
ALL	10,12	9,4	9,7	9,9	9,9
RU	7,80	7,8	6,8	6,1	6,8
FRA	3,90	3,8	3,7	3,9	4,3
Europe (reste)	14,20	12,8	12,3	12,8	12,7
Monde (reste)	6,00	6,4	6,6	6,4	7,3
TOTAL	136,00	136,0	139,0	146,0	152,0

Source: Forfas Annual Employment Survey.

L'ajustement irlandais s'est donc traduit par une augmentation des emplois dépendant directement des investissements directs étrangers. Parmi ceux-ci, la part des IDE en provenance des Etats-Unis est visiblement prépondérante et elle s'est accrue constamment durant la grande récession. Certes, l'impact direct est limité à moins de 20000 emplois nouveaux entre 2008 et 2012 mais il faut tenir compte de la taille limitée de l'économie irlandaise (de l'ordre de 2 millions d'emplois au total) ainsi que des emplois indirects générés par ces nouveaux emplois de base. Les mouvements d'IDE, principalement américains, ont donc joué un rôle non négligeable dans la reprise de l'activité. On peut alors penser que cet aspect particulier de la mondialisation spécifique de l'Irlande lui permet de mieux assurer son ajustement.

2.3. L'influence de la crise économique sur les mouvements migratoires: l'exemple de l'Irlande

Les mouvements de déplacement du facteur travail ont été intenses et efficaces en relation avec les migrations observées depuis une dizaine d'années en forme de flux et de reflux. Cette réactivité «mundellienne» fait ici l'objet d'une analyse approfondie. Nous choisissons de développer plus ce troisième point parce qu'il constitue le meilleur exemple de «mondialisation au service de l'ajustement». En effet, l'économie irlandaise entretient des relations fortes et réactives à l'extérieur de la zone. Là encore, elle semble être un cas limite parmi les économies européennes utilisant l'euro.

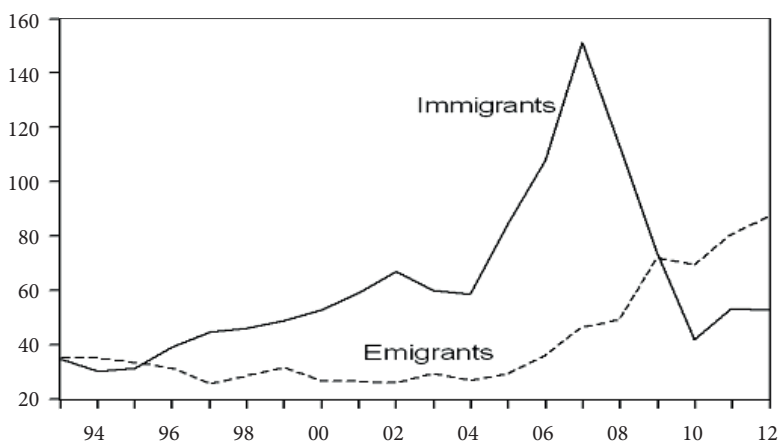
L'Irlande est un petit pays, considéré traditionnellement et à juste titre comme un pays d'émigration. Au cours du XIX^{ème} siècle, en relation avec la «Grande Famine» de 1847, liée à la maladie de la pomme de terre, le pays est passé de 6,5 millions habitants en 1841 à 5,1 millions en 1851 pour tomber à 3,9 millions en 1881. Les décès en très grand nombre mais aussi les nombreux exils, principalement vers le Royaume Uni, les Etats-Unis et l'Australie, expliquent cette tragique diminution. L'hémorragie se poursuit au XX^{ème} siècle puisqu'en 1961 la population du pays est en dessous des 3 millions soit une division par deux en un siècle !

A partir de 1966 on assiste à une remontée, due à la vitalité démographique qui s'exprime par une forte fécondité avec plus de trois enfants par femme, alors que le solde migratoire reste toujours négatif. Il faudra attendre le milieu des années quatre-vingt dix pour que ce solde devienne enfin positif.

Tableau 6. Evolution du mouvement migratoire (en milliers)

Années	Immigrants	Emigrants	Solde
1993	34,7	35,1	-0,4
1994	30,1	34,8	-4,7
1995	31,2	33,1	-1,9
1996	39,2	31,2	8,0
1997	44,5	25,3	19,2
1998	46,0	28,6	17,4
1999	48,9	31,5	17,3
2000	52,6	26,6	26,0
2001	59,0	26,2	32,8
2002	66,9	25,6	41,3
2003	60,0	29,3	30,7
2004	58,5	26,5	32,0
2005	84,6	29,4	55,1
2006	107,8	36,0	71,8
2007	151,1	46,3	104,8
2008	113,5	49,2	64,3
2009	73,7	72,0	1,7
2010	41,8	69,2	-27,5
2011	53,3	80,6	-27,4
2012	52,7	87,1	-34,4

Source: Population et Migration Estimates, CSO Septembre 2012.

**Figure 4. Mouvements migratoires en Irlande 1993-2012**

Le boom économique de l'Irlande, qualifiée de «Tigre Celtique», a duré une dizaine d'années, de 1996 à 2007, avant que la «grande récession» ne vienne casser cette formidable croissance.

Tableau 7. Taux de croissance du PIB irlandais (en % annuels)

(1996–2000)	(2001–2004)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
9,7	5,5	5,3	5,3	5,6	-3,5	-7,6	-0,2	0,9	0,5	1,9

Source: CSO.

La croissance économique, au tournant du XXI^{ème} siècle, était alimentée par une demande globale importante, tout particulièrement au niveau des exportations et dans le secteur de la construction. Bien sûr, cette croissance a eu des répercussions sur le marché du travail où des tensions apparaissent assez rapidement. Les besoins en main d'œuvre se font rapidement sentir d'autant plus que, jusqu'à présent, les taux d'activité des femmes irlandaises sont relativement bas. Tout naturellement, le pays va se tourner alors vers les travailleurs étrangers. Un concours de circonstances fait qu'en 2004, l'Union européenne accueille en son sein dix nouveaux pays. Le gouvernement irlandais voit là une occasion à saisir. Comme le Royaume Uni et la Suède, il prend la décision de permettre le libre accès à son marché du travail lors de l'élargissement en mai 2004.

La réactivité migratoire de l'Irlande trouve donc sa source à la fois dans des opportunités légales nouvelles en Europe et dans sa forte expansion d'avant la crise. Ainsi le mécanisme mundellien utile à l'Irlande en période de crise a été rendu plus efficace par sa croissance économique préalable.

Etant données les conditions favorables, opportunités d'embauches et salaires attractifs pour les UE 10, la réponse migratoire est immédiate. Entre 2004 et 2007, en seulement trois ans, la proportion d'étrangers vivant en Irlande a presque doublé, passant de 7,7% à 13,1% de la population totale. Il s'agit essentiellement d'une immigration de jeunes actifs (moins de 35 ans) souvent célibataires et provenant principalement de Pologne et des Pays baltes (Lettonie et Lituanie). Ces nouveaux travailleurs se placent dans les activités en expansion et en particulier dans la Construction et de l'Hôtellerie Restauration. Ce sont d'ailleurs des secteurs qui dans la très grande majorité des pays intègrent traditionnellement les immigrants au sein du marché du travail.

Tableau 8. Répartition des emplois en Irlande par secteur selon la nationalité (en %)

Spécification	Irlandais		Non Irlandais		Dont UE12	
	2006	2012	2006	2012	2006	2012
Industrie	85,0	81,7	15,0	18,3	9,4	12,1
Construction	82,5	90,0	17,5	10,0	13,0	5,6
Commerce	86,7	83,6	13,3	16,4	6,6	9,3
Hotels-Restaurants	63,4	67,9	36,6	32,1	18,7	20,7

Source: CSO.

Le courant d'immigration étant surtout lié à une conjoncture économique favorable au cours des années 2004–2007, il n'est pas surprenant que l'arrivée de la «grande récession» se traduise par des changements profonds des mouvements migratoires. En effet, dès 2008 (tableau 6) le nombre d'immigrants commence à diminuer tandis que celui des émigrants augmente. L'effet s'accroît en 2009 et dès 2010 le solde migratoire s'inverse et devient négatif; il le demeure jusqu'à présent (déficit de près de 35 000 personnes en 2012, figure 4 supra).

La réactivité des mouvements migratoires à la grande récession est donc quasi-instantanée. L'étude des nationalités des personnes concernées complète l'analyse. En effet, au cours de ces années de crise, on observe un certain glissement. Les parts relatives des différents pays ou grandes régions du monde évoluent de façon assez nette ainsi que le présente les tableaux 9a et 9b ci-dessous.

Tableau 9a. Part relative des immigrants par nationalité (en %)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Irlandaise	20,3	21,0	31,2	42,8	36,7	39,1
Royaume-Uni	2,8	6,0	5,3	6,0	7,7	4,2
UE15 (reste)	7,8	8,4	15,6	14,8	13,3	13,7
UE12	56,5	48,2	28,7	22,2	19,0	19,8
Reste du monde	12,6	16,4	19,1	14,3	23,3	23,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

En 2007, lorsque l'économie irlandaise est à son apogée, la part des UE12 (nouveaux adhérents) est prépondérante puisqu'elle constitue alors plus de la moitié de l'ensemble des immigrants. En 2012, les UE12 ne représentent plus que le cinquième des immigrants et voient leur nombre absolu divisé par huit, passant de 85 300 à 10 400 personnes. Les retours d'Irlandais contribuaient en

2007 pour un cinquième des entrées; en 2012 ce pourcentage remonte à 40% mais les entrées diminuent de 30 700 à 20 600 en valeur absolue. Ce sont les personnes venant du «reste du monde» (Asie, Afrique, Océanie) qui voient leur part relative augmenter de façon significative tandis que leur nombre absolu baisse un peu.

Tableau 9b. Part relative des émigrants par nationalité (en %)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Irlandaise	27,9	26,7	26,7	41,8	52,1	53,4
Royaume-Uni	8,0	7,5	5,4	4,3	5,7	4,0
UE15 (reste)	19,2	12,2	10,3	13,0	12,6	12,8
UE12	27,2	35,0	42,4	27,4	17,2	17,0
Reste du monde	17,7	18,3	15,3	13,4	12,3	12,8
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

La crise économique perturbe également la structure de l'émigration: entre 2007 et 2012, la part des Irlandais parmi les personnes amenées à quitter le pays augmente de façon spectaculaire (quasi doublement). Ce qui frappe c'est que ce mouvement s'est surtout accéléré depuis 2010; les Irlandais qui partent sont essentiellement des jeunes de moins de 25 ans et dans une moindre mesure de moins de 35 ans confrontés à un fort taux de chômage. En effet, si le chômage global a fortement progressé depuis le début de la crise, passant de 5,8% en 2008 à 13,6% en 2010, les jeunes sont tout particulièrement touchés avec des taux de 35% pour les 15–19 ans et aux alentours de 25% pour les 20–24 ans. Ce chômage des jeunes est une nouveauté pour l'Irlande contemporaine, ce qui contraste avec beaucoup d'autres pays européens. Devant cette situation nouvelle, les jeunes Irlandais n'ont guère d'autre choix que de tenter leur chance ailleurs, essentiellement vers le Canada, l'Australie, les Etats-Unis et la Nouvelle Zélande. Au cours des cinq dernières années le nombre d'Irlandais à quitter leur pays est passé de 12 900 en 2007 à 46 500 en 2012. La diaspora irlandaise facilite l'accueil des partants, ce qui constitue un facteur original séparant cette expérience irlandaise de celle des autres pays européens.

La réactivité migratoire de l'Irlande dans la crise est fortement dépendante de la mondialisation du peuplement d'origine irlandaise dans le monde anglo-saxon. Ce fait est accentué par l'appartenance à un même univers linguistique.

Pour les émigrants issus de l'Europe de l'Est la réaction est également spectaculaire: dès 2009, ils quittent le pays en grand nombre (17 200 en 2008, 30 500 en 2009). Cette réactivité est facilitée par la situation économique plus

favorable que connaît notamment la Pologne pendant ces années (autour de 4% de croissance en 2010 et 2011).

Ces évolutions des mouvements conjoints d'émigration et d'immigration nous conduisent au solde migratoire (tableau 10).

Tableau 10. Solde migratoire par nationalité (en milliers)

Pays	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Irlandaise	3,6	17,8	10,7	3,8	-11,0	-22,4	-25,9
Royaume-Uni	7,7	0,6	3,1	0,0	-0,5	-0,5	-1,3
UE15 (reste)	7,6	2,9	3,6	4,1	-2,8	-3,1	-4,0
UE12	42,7	72,7	37,5	-9,5	-9,7	-3,8	-4,4
Reste du monde	10,2	10,8	9,6	3,1	-3,3	2,5	1,3
TOTAL	71,8	104,8	64,3	1,7	-27,4	-27,3	-34,4

Sans surprise, les pays de l'Est fournissent la plus grande contribution au solde migratoire (entre 60% et 70% selon les années). En 2009, bien que ce solde global soit encore légèrement positif, celui qui concerne les pays de l'Est est déjà assez fortement négatif. Il faut attendre 2010 pour voir la migration irlandaise nette devenir négative pour chacune des grandes régions. On voit apparaître un phénomène nouveau en 2011 et 2012; malgré un solde global qui reste négatif, le «reste du monde» a une migration nette positive vis à vis de l'Irlande. Certes, le montant absolu est faible (1300 personnes en 2012) mais le sens d'évolution est néanmoins intéressant. Une partie de ces nouveaux migrants sont des demandeurs d'asile provenant du Nigeria, du Pakistan et de Chine.

2.4. Réactivité comparée

Les mouvements migratoires bruts ont une importance relative différente d'un pays à l'autre, normalement en liaison inverse avec la taille de la population. Aussi n'est-il pas étonnant de voir des mouvements migratoires relativement plus forts en Autriche, en Belgique ou en Grèce que dans les grands pays de la zone euro (tant les immigrations que les émigrations représentent en moyenne de l'ordre de 1% de la population totale pour ces trois pays et 0,5 % environ pour l'Allemagne). Certains pays s'écartent de ce schéma implicite par une intensité de migrations plus forte, l'Irlande et l'Espagne notamment (respectivement 2% et 1%). D'autres au contraire ont des mouvements migratoires beaucoup plus faibles comme récemment le Portugal (0,3% environ) ou la Finlande (0,4%). Si l'on compare maintenant les réactivités migratoires

pendant la crise au sein de la zone euro, on est frappé par les différences observées parmi les pays en difficulté (PIIGS). Un groupe de pays, comprenant l'Irlande, l'Espagne et le Portugal, connaît une forte réactivité tandis que la Grèce et l'Italie sont dans le cas contraire. Ces regroupements illustrent sans doute partiellement l'adossement à une communauté linguistique hors zone (anglais, espagnol et portugais comme éléments de solidarité internationale) ayant joué un rôle autant pendant les périodes fastes d'avant crise (arrivée massive d'immigrants d'Amérique latine en Espagne par exemple) qu'au moment du déclenchement de celle-ci (le mouvement récent d'émigration irlandaise). Au contraire, l'Italie et la Grèce sont des isolats linguistiques et l'Italie reçoit massivement des immigrés extra européens, phénomène qui s'est à peine ralenti pendant la crise. L'Irlande présente l'avantage d'une réactivité migratoire non seulement forte mais rapide, le solde s'étant inversé nettement dès 2009. Elle est donc un cas limite de réactivité migratoire, suivie de l'Espagne.

3. Une analyse statistique de la réactivité pendant la crise

Les statistiques produites par l'OCDE nous permettent de mesurer les élasticités du solde migratoire par rapport aux taux de croissance de PIB réel. Plus précisément, pour huit des douze pays anciens de la zone euro ayant réuni ces données (Autriche, Belgique, Finlande, Allemagne, Irlande, Italie, Pays Bas et Espagne) les entrées et sorties de population étrangère ont été mesurées, ce qui permet d'obtenir un solde migratoire partiel que l'on rapporte à la population totale. Au cours des années 2007 à 2011 ces soldes évoluent en fonction des conjonctures particulières des pays. En mesurant les différences de ces soldes à partir de 2008, on obtient donc une série de réactions migratoires qu'on régresse sur les taux de croissance du PIB réel. Le résultat apparaît sur le Graphique 5 avec la régression simple suivante sur données empilées annuelles.

$$\Delta \text{solde} = -0,064 + 0,0418^{**} \Delta \text{Pib} \quad R^2 = 0,21$$

(-1,43) (2,81)

[t de Student entre parenthèses; 32 observations = 4 années x 8 pays]

Si l'élasticité mesurée pour ces 32 observations est globalement de 0,0418, on voit que l'existence même de la relation dépend des points relatifs à l'Irlande et à l'Espagne avec une valeur exceptionnelle pour l'Irlande en 2009. Dans le cas où l'on omet les données irlandaises (2009 et 2010) et espagnoles (2008 et 2009) la relation de réactivité disparaît complètement pour les expériences

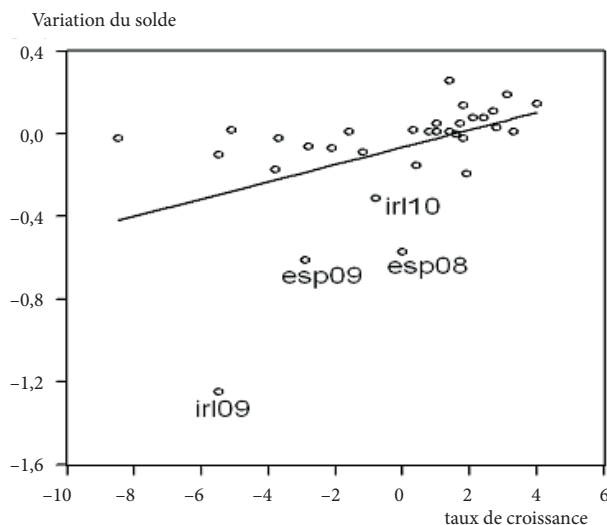


Figure 5. Réactivité migratoire: la place particulière de l'Irlande

européennes de cette période (à l'exception peut-être du Portugal pour lequel nous n'avons pas de données solides). En utilisant des variables «binaires» ou «produit» pour l'Irlande et l'Espagne, on calcule des élasticités migratoires de 0,20 pour l'Irlande et de 0,09 pour l'Espagne durant ces années de crise. A noter enfin que ces mesures et régressions s'appliquent aux mouvements des étrangers seulement et ne tiennent pas compte notamment des nouveaux émigrants irlandais vers l'outre-mer anglophone, ce qui minore la réactivité migratoire totale pour l'Irlande.

4. Conséquences de la crise sur l'emploi irlandais

Il est évident que si la crise économique entraîne des déséquilibres au plan démographique, ceci est encore plus vrai si l'on se réfère au marché du travail. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le souligner, la forte croissance des années prospères du «Tigre Celtique» a entraîné un apport de population globale mais aussi et surtout de population active. Dans la mesure où l'économie est désormais «en panne», où la conjoncture tant nationale qu'internationale a été bouleversée depuis 2008, il est légitime de s'interroger sur les répercussions que la crise a pu avoir sur le marché du travail. Un premier aperçu des taux de chômage globaux nous est donné dans le tableau 11(a) et une analyse comparative rapide proposée dans l'encadré relatif à la loi d'Okun ci-dessous.

4.1. La loi d'Okun entre 2009 et 2011 et la place de l'Irlande

Pour tenter d'évaluer l'effet de la crise sur le taux de chômage, il peut être tentant de revenir à la loi d'Okun. Nous avons sélectionné onze des douze pays de l'ancienne zone euro (sans le Luxembourg) et confronté la variation annuelle du taux de chômage (dU) pour trois années de crise avec les taux de croissance du PIB durant ces mêmes trois années (2009, 2010 et 2011). La confrontation s'exprime sur le figure 6.

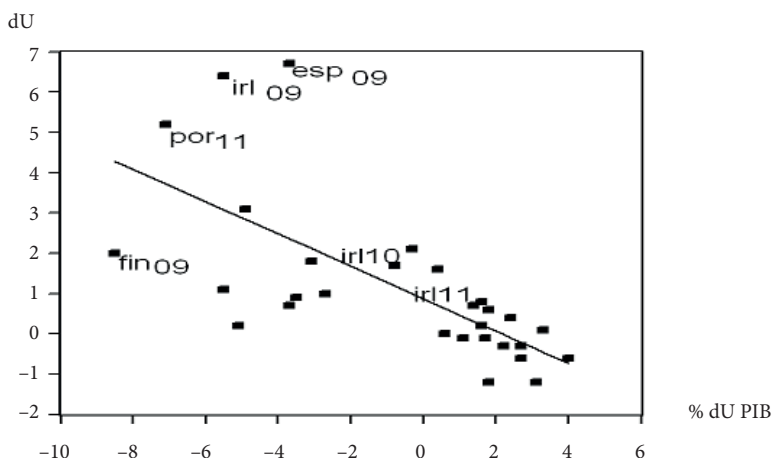


Figure 6. Chomage et expansion: la loi d'Okun

La relation inverse n'est pas surprenante. Que ce soit au travers de cette régression simple ou lorsqu'on fait entrer également la variation de production décalée d'une année, la liaison statistique inverse entre le chômage et le taux de croissance réel est bien confirmée. Dans le cas irlandais, représenté ici par trois points-années, la réaction du chômage est beaucoup plus violente que la normale en 2009 au début de la crise. Cette hyper réaction est aussi observée pour l'Espagne. Le phénomène s'explique aisément par le fait que pour ces deux pays, la crise a été d'abord immobilière c'est à dire touchant un secteur hypertrophié et fragile à forte intensité en main d'œuvre. En 2010 et 2011, la variation du chômage irlandais (dU) s'est normalisée vis à vis de l'évolution du PIB, les points représentatifs retrouvant le cœur du nuage. Le phénomène d'implosion du secteur immobilier s'est progressivement ralenti, alors qu'à l'inverse la réactivité migratoire réduisait la montée du taux de chômage.

Le fort taux de chômage (14%) qui sévit actuellement touche-t-il de la même façon l'ensemble des travailleurs quelque soit leur nationalité? Cette

question est importante car les immigrants étaient venus pour soutenir la croissance économique irlandaise dans des secteurs alors considérés comme porteurs. A partir du moment où des secteurs sont en difficulté, on peut s'attendre à ce que les non-Irlandais soient particulièrement concernés par les changements observés sur le marché du travail et les plus touchés par le chômage.

Tableau 11a. Taux de chômage en Irlande selon la nationalité (en %)

Origine	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Irlandais	3,7	4,4	7,4	12,0	13,6	14,0	13,2
Non Irlandais	6,1	5,8	9,3	15,9	18,3	17,0	16,5
UK	6,8	7,5	8,3	14,4	18,8	22,0	19,4
UE12	5,7	5,7	9,6	18,5	20,9	18,7	16,9
Reste du monde	6,6	5,9	8,7	15,1	17,2	14,1	16,7
Total	4,1	4,6	7,7	12,6	14,3	14,5	13,7

Tableau 11b. Répartition des chômeurs selon la nationalité (en %)

Origine	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Irlandais	78,0	79,7	80,6	80,1	80,4	82,3	81,9
Non Irlandais	22,1	20,3	19,4	19,9	19,6	17,6	18,1
UK	4,7	4,4	2,8	3,2	3,6	4,0	3,8
UE12	9,2	9,8	9,9	10,9	10,6	9,1	8,7
Reste du monde	6,0	4,9	4,4	4,7	4,6	3,7	4,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Le taux de chômage qui était au niveau du taux naturel en 2006 a plus que triplé en l'espace de trois ans. Il est désormais parmi les plus élevés de l'Union européenne derrière la Grèce, l'Espagne et le Portugal. Mais si cette évolution touche tous les travailleurs quelque soit leur nationalité, la différence entre les Irlandais et les non-Irlandais s'est accentuée. L'écart d'un point et demi en défaveur des non-Irlandais en 2007 (5,9% contre 4,4%) s'est accru; il est désormais de plus de trois points (16,5% contre 13,2%). Dès l'apparition de la crise en 2008, les taux de chômage des non-Irlandais ont progressé plus rapidement: ils ont pratiquement doublé entre 2008 et 2009 alors que celui des Irlandais n'augmentait que de 62% ! L'hypothèse «sectorielle» se trouve ainsi confortée, les secteurs hypertrophiés les plus fragiles étant ceux qui occupaient le plus d'étrangers avant la crise.

Pour les ressortissants de l'UE12 (Pays de l'Est) le «pic» s'est produit en 2010 avec un taux de près de 21%. Depuis, il décroît régulièrement tout en restant 3,5 points au dessus du taux des Irlandais. La lente décline s'explique par la réactivité des travailleurs des Pays de l'Est à la nouvelle conjoncture: étant données les difficultés d'emploi sur le marché du travail actuel (par exemple, les emplois dans le secteur de la construction ont été divisés par 2,5 en cinq ans) une éviction des non-Irlandais se produit et les «UE12» sont plus particulièrement exposés. Une partie de ces personnes a préféré quitter l'Irlande et «retourner au pays» puisque leur motivation principale était au départ de travailler en Irlande et non de s'y installer définitivement. Dans le tableau 11b on voit d'ailleurs que la part des chômeurs issus des pays de l'Est a baissé entre 2007 et 2012.

En dépit du mouvement d'émigration touchant à nouveau les Irlandais (tableaux 9b et 10) leur part dans le chômage national s'est accrue ce qui souligne le phénomène d'éviction encore plus intense des travailleurs étrangers.

Ainsi, on a confirmation du fait selon lequel la réactivité migratoire aux nouvelles conditions du marché du travail s'exprime par les deux aspects d'une émigration nationale et d'un «retour au pays» des populations récemment arrivées. Cette constatation place le cas irlandais dans une logique originale qui empêche de le considérer comme transposable aux autres pays européens. Au delà du fait déjà noté du réseau de mondialisation particulier (zone anglo-saxonne et diaspora irlandaise) ce résultat s'explique aussi par le caractère d'immigration de travail qu'a revêtu jusqu'à présent l'arrivée de personnes de l'extérieur. Or rien n'indique que cette deuxième caractéristique se maintienne à l'avenir. L'ajustement à une nouvelle crise serait donc sans doute plus difficile à cet égard.

La «grande récession» a bouleversé les mouvements migratoires en Irlande. Une inversion rapide du solde s'est produite en relation avec la fin de la croissance, ce qui est une indication de réaction purement conjoncturelle. Mais et c'est là le plus important, la composition du solde en termes de nationalités s'est modifiée. On quitte une logique d'ajustement aux aléas conjoncturels pour se retrouver plutôt dans une logique d'ouverture du pays à une immigration classique de peuplement, comme en témoigne la part grandissante que prennent les arrivées de non Européens en provenance d'Asie (Inde) d'Afrique (Nigeria) ou d'Amérique (Brésil).

Cette évolution est le signe d'un changement profond de long terme de la société irlandaise qui se caractérisait jusqu'à présent par une assez remarquable homogénéité. Elle montre aussi que l'avantage d'ajustement lié à l'extrême

flexibilité migratoire peut varier au cours du temps, les conditions particulières de la période 2004–2011 pouvant ne plus être remplies à l’avenir.

Conclusion générale

Nous souhaitons approfondir la notion de «mondialisation spécifique» et sa place dans le processus d’ajustement à l’intérieur d’une zone monétaire. Au sein de la Zone euro et pendant la crise de 2008–2012, nous avons choisi de prendre un cas particulier, celui de l’Irlande.

Au début de ce travail, nous prenons acte du fait que la crise récente apporte peu d’eau au moulin de la Théorie des Zones monétaires Optimales dans la mesure où les causes des déséquilibres internes à la zone euro ne semblent pas dépendre de «chocs asymétriques» mais bien plutôt d’une succession de tensions préalables générées par des niveaux et perspectives de croissance hétérogènes. Notre analyse a du tenir compte de cette réalité pour l’Irlande car en présence d’une longue accumulation préalable de déséquilibres, le processus d’ajustement qui suit la récession est sans doute plus compliqué et plus long. Il s’avère encore plus important de disposer de moyens de reprise puissants.

L’analyse des mouvements migratoires avant et en cours de crise s’inscrit dans une perspective plus large d’ajustement hors variation de change. Le cas irlandais est particulier de ce point de vue. Les formes de mondialisation qui pourraient à première vue signifier un manque de solidarité préjudiciable au bon fonctionnement de la zone euro lui sont en réalité fort utiles. Pour un pays comme l’Irlande ce fut une chance de pouvoir disposer de mécanismes liés à ses mondialisations particulières, notamment ses relations migratoires avec l’Europe de l’Est établies en période faste. Soulignons aussi l’appartenance à un sous ensemble anglo-saxon entraînant des relations privilégiées relatives aux mouvements d’IDE (en provenance des USA), concurrence et intégration commerciale (avec le Royaume-Uni) ou encore la possibilité d’émigrer facilitée par l’existence d’une forte diaspora irlandaise dans les pays de langue anglaise. Ainsi, paradoxalement, la mondialisation spécifique agit comme un mécanisme de réajustement plutôt efficace en période de crise. Il est significatif que les graves difficultés auxquelles l’économie irlandaise a été et reste confrontée n’aient jamais sérieusement remis en cause sa présence dans la zone ni à plus forte raison l’existence de l’euro lui-même.

L’expérience irlandaise montre bien tout l’intérêt d’élargir l’analyse des zones monétaires optimales en faisant référence aux possibilités d’ajustement non-monétaires offertes par l’ouverture sur le monde extérieur. Cependant, par l’intensité de sa mondialisation mesurée entre autres par son hyperréactivité

migratoire, l'Irlande reste un cas limite. Enfin, comme l'analyse des structures des migrations et de leur évolution à moyen terme l'a démontré, le critère composite «d'optimalité lié à la mondialisation hors zone» pourrait s'avérer instable.

Bibliographie

- CSO (Central Statistics Office), 2011, Census 2011, Profile 6: Migrations and Diversity.
- CSO (Central Statistics Office), 2012a, Population and Migration Estimates, Septembre.
- CSO (Central Statistics Office), 2012b, Statistical Year Book.
- CSO (Central Statistics Office), 2013, Quaterly National Household Survey, Février.
- De Grauwe, Paul [2012], In Search of Symmetry in the Eurozone CEPS Policy Brief, no. 268, May.
- E.S.R.I (Economic and Social Research Institute), 2011, Annual Monitoring Report on Integration
- E.S.R.I (Economic and Social Research Institute), 2012, International Migration in Ireland 2011, WP 434, P. O'Connell, C. Joyce and M. Finn, May.
- Frankel, J.A., Rose, A.K., 1997, *Is EMU More Justifiable Ex-post than Ex-ante?* European Economic Review, vol. 41.
- Gros, D., 2012, *Macroeconomic Imbalances in the Euro Area: Symptom or Cause of the Crisis?*, CEPS Policy Brief, no. 266, April.
- Horvath, J., 2003, *Optimum Currency Area Theory: a Selective View*, Bank of Finland Institute for Economies in Transition (BOFIT) Discussion Paper, no. 15.
- Integration Centre: Migrants and the Irish Economy.
- Johnson, H.G, 1969, *The Case for Flexible Exchange Rates*, FRB Saint Louis Review, vol. 51, no. 6, June.
- Kenen, P., 1969, *The Theory of Optimum Currency Areas: an eclectic View*, dans: Mundell, R., Swoboda, A. (eds.), *Monetary Problems in the International Economy*, Chicago University of Chicago Press.
- Lafay, G., 2013, *Dévaluation interne ou dévaluation externe?*, Contribution au Congrès de l'AIELE, Valladolid, May.
- Landais, B., 2013, *Une nouvelle présentation du modèle macroéconomique de base: équilibre et crise*, Economie Appliquée, t. LXVI, no 4, Décembre.
- Mc Kinnon, R., 1963, *Optimum Currency Areas*, American Economic Review, Septembre.
- Mundell, R., 1961, *A Theory of Optimum Currency Areas*, American Economic Review, vol. 51.
- OCDE, Irlande, Etudes économiques, Octobre 2011 et Octobre 2013.